

UNE USINE GILLETTE ENTIÈREMENT ITALIENNE

Tout le monde savait que les sites de production de GILLETTE étaient répartis à travers l'Europe — Allemagne, Royaume-Uni, Espagne — et plus tard, seulement bien des années après, il est apparu qu'il y avait aussi des usines dans certains pays d'Europe de l'Est, desservant les marchés russes. Mais personne n'a jamais su qu'il existait une usine à Naples produisant des RASOIRS GILLETTE BLUE II X 10, avec code EAN, code produit et même numéro de lot.

Elle menait aussi des promotions saisonnières, avec des formats promotionnels 10+2 gratuits et 10+4 gratuits — une véritable filiale, sauf que les bureaux officiels se trouvaient à Milan, d'abord Via Baldissera 5 puis Via G.B. Pirelli 18, et personne n'avait la moindre idée de l'existence de cette usine napolitaine.

Ce sont les données NIELSEN qui ont fait éclater toute l'affaire : en recoupant le chiffre d'affaires avec les unités vendues, il manquait de l'argent qui aurait dû être encaissé — or les finances de GILLETTE EUROPE étaient gérées au niveau international depuis Genève, et l'Italie n'avait pas de trésorerie propre.

Le chiffre d'affaires restait constamment déficitaire, et une fois les montants devenus suffisamment significatifs pour compter, notre Managing Director franchit les portes du Parquet de Milan pour déposer une plainte pénale contre X.

Distinguer le produit non officiel de l'officiel n'était pas facile, mais un détail sautait aux yeux immédiatement : en ouvrant l'emballage, les rasoirs portaient la marque GILLETTE — mais ils appartenaient à la concurrence.

Les signatures de fabrication trahissaient tout — dans les caractéristiques de la lame, le positionnement de la lame et le contrôle qualité.

L'enquête remonta jusqu'à un sous-sol de Naples, d'où un triporteur Piaggio partait régulièrement, une fois par heure, transportant une seule palette de 84 paquets de 20 — le format standard GILLETTE — accompagnée d'un bon de livraison de l'entreprise, faisant la tournée de la plupart des grossistes de Naples, qui le mélangeaient au produit officiel.

La curiosité était assez forte pour que la zone soit surveillée par caméras pendant sept jours, et là, les gens de la contrefaçon se révélèrent de vrais professionnels : sur les livraisons et la production, rien à redire — on se serait cru à Berlin-Est.

Quand la Guardia di Finanza décida d'intervenir sur le site et d'arrêter tout le monde, elle trouva des familles entières au travail — emballage, stock, tri, graphisme, facturation. On aurait dit une succursale de Boston sur Main Street.

Environ 38 personnes furent arrêtées, mais pour éviter la panique sur le marché, l'enquête ne fut jamais rendue publique : elle aurait créé de l'inquiétude et causé du tort aux clients et aux consommateurs, et le procureur décida de tout mettre sous scellés.

Mais deux choses firent vraiment impression : d'abord, l'organisation et le contrôle qualité conjugués à la logistique et à la livraison ; ensuite, le fait qu'après les interrogatoires, les femmes du groupe demandèrent si elles pouvaient être embauchées pour travailler chez Gillette Italia.

Le Managing Director, un homme originaire des Pouilles, ne sourit pas une seule fois : il était troublé — non seulement par l'acte criminel et le préjudice causé à l'entreprise, mais par le fait que, en tant que Président de la Chambre de commerce italo-américaine de Milan, il venait de reconnaître un vrai talent et une vraie qualité — un talent qu'il ne pourrait jamais mettre sur sa masse salariale.

Ferdinando

Ferdinando Frega — gillettenarrative.com